

SKIKDA/SEMINAIRE SUR LA PREVENTION DE LA GESTION DES RISQUES MAJEURS

L'incident du GL1K et la nouvelle approche dans le domaine sécuritaire

Le séminaire portant sur la prévention des risques majeurs, organisé conjointement par Sonatrach Aval et ISGA de Annaba, au niveau de la salle du GL1K et auquel ont pris part des opérateurs publics et privés, les différents directeurs et représentants de la zone pétrochimique, a été sanctionné par une série de recommandations.

On dénote à travers celles-ci l'aveu implicite ou explicite des différents intervenants, par le biais des communications présentées, de la "vétusté" des démarches prônées dans le domaine sécuritaire au sein des pôles industriels, particulièrement celui de Skikda, d'où l'impérieuse nécessité d'apporter des actions correctives à même d'atténuer, un tant soit peu, l'expansion des risques majeurs.

L'incident du GL1K survenu le 19 janvier 2004, faisant 27 morts et 70 blessés — des intervenants en ont déclaré 120 —, a été le déclic imprévu incitant à la mise en œuvre d'une nouvelle approche sécuritaire, qui prend en considération aussi bien le volet formation dans le domaine de l'industrie sécuritaire que la dotation et le perfectionnement des entreprises, présentant un risque ou des risques majeurs, en termes de moyens matériels et de télé-surveillance — car le risque zéro n'existe pas —, tout en amortissant les retombées économiques qui peuvent être induites de la prise en charge des dommages matériels et humains.

Les différentes communications présentées abondent dans le même sens, à savoir la dotation d'un personnel de qualité, ainsi que la mise en place d'un dispositif ultrasophistiqué pour une bonne maîtrise de la gestion des risques. Mme Feghouli en dénombre dix, qu'elle a pris la peine d'exposer succinctement durant son intervention portant sur le thème "Démarches proactives pour la maîtrise des risques/actions prioritaires du groupe SH". Garantir la sécurité des biens et des per-

sonnes serait, notamment, l'un des grands objectifs autour desquels s'est articulée cette rencontre. Allant plus loin, les actions lancées par le groupe HSE (Health, Security and Environment) viseraient à travers l'organigramme de cette macrostructure de Sonatrach, comme explicitement démontré par la communication du Dr Aïouani, le directeur, sur le thème "Stratégie et engagement du groupe Sonatrach en matière de santé, sécurité et environnement", a élaboré un système de management basé sur l'amélioration continue. Le HSE prévoit un lourd investissement dans les deux années à venir, évalué à 1,2 milliard de dollars, dont 53 % réservés à la protection des biens et des personnes, et 47 % à l'environnement. Le séminariste a également apporté des chiffres se rapportant au nombre de décès qu'ont connus les différents pôles industriels ; il relève que, pendant l'année 2004, 52 décès ont été enregistrés dont 38 à Sonatrach — parmi eux les 27 du 19 janvier 2004 — ce qui a fait perdre près de 226 000 jours de travail. 2084 accidents de travail sont à signaler (une moyenne mensuelle de 173 accidents), entraînant une perte de 337 600 jours.

La communication de M. Ghanem Bachir, portant sur le thème "Reporting des accidents et des incidents au sein du secteur des hydrocarbures", a été essentiellement cristallisée sur les différentes circulaires relatives à l'obligation faite aux entreprises de transmettre quotidiennement de l'information à leur tutelle (circulaire d'avril 2004), ainsi que celle se rapportant à l'importance de fixer les dispositions de choix du chauffeur

afin de baisser le nombre des accidents de la route. Et ce, pour ne citer que les plus importantes. Le conférencier a, par la suite, dénombré les divers cas d'accidents. Pour la circulation routière, on relève que le service de raffinage et produits pétroliers en est le plus touché avec 29 % du taux global enregistré. Pour l'électrochimie, c'est Sonelgaz qui détient la part du lion avec 85 % des cas déplorés. Pour les fuites d'hydrocarbures, c'est Sonatrach qui est détentrice du score le plus lourd avec 79 %.

Les cas de vol, de vandalisme et d'agressions ont également été enregistrés, et c'est toujours Sonatrach qui caracole en tête de liste avec 48 % du taux global. Les tubes et les panneaux solaires sont les équipements les plus prisés.

Mme Benzaid a présenté une communication ayant pour thème "Cas d'explosion d'une chaudière", au cours de laquelle elle s'est étalée à expliquer les causes et prévention de la gestion des avaries des chaudières ; l'accent a été mis sur les sources, considérées comme étant à l'origine de celles-ci.

L'experte en collision a souligné l'importance de l'expertise ainsi que la mise en place d'un plan de prévention des risques fiable, des atouts indispensables à la réduction des endommagements, et surtout assurer la protection de l'homme, la société et la santé économique de l'entreprise, contribuant efficacement à un développement durable.

L'intervention de Mme Boukahla a trait à "La formation dans la spécialité de la sécurité industrielle" au cours de laquelle elle a affiché une forte déprime par rapport à l'incident du GL1K, lequel serait le fait d'"oubli" et de "négligences", des propos qu'elle lance sans intention de polémiquer. Elle a également insisté sur la vitalité du professionnalisme dans le domaine

de la sécurité et de l'intervention dans les survenances des risques majeurs, car, selon cette directrice d'exécutif RHC/SH, les ressources humaines ont un rôle capital dans la réussite des opérations d'aide et d'assistance, d'où le recours à une formation adéquate. D'ailleurs, elle met en relief la formation de 200 ingénieurs en sécurité industrielle, lancée sur une période de 125 jours, initiée par RHC et pilotée par Naftogaz de Hassi Messaoud.

Il y a lieu de souligner, par ailleurs, que les causes étant à l'origine de la catastrophe du 19 janvier 2004 furent rarement abordées, sauf dans la communication présentée par M. Aouedène, directeur du GNL de Skikda.

Les intervenants se sont étalés comme de sérieux "thérapeutes" à apporter les remèdes nécessaires afin de guérir, ou de stabiliser la courbe exponentielle des risques majeurs liés aux effets engendrés par la politique de l'industrie "industrialisante" prônée à l'aube des années 1970, et dont l'alignement aux standards internationaux n'aurait été effectif que récemment.

L'incident du GL1K fait partie des facteurs incitatifs à la modernisation et au perfectionnement dans le module sécuritaire que voudraient apporter les acteurs impliqués dans cette ardue besogne. Cette rencontre pourrait être une réussite. Baptiser cette journée du 19 janvier, comme souhaité par les élus de l'APW, journée nationale n'est pas, en fin de compte, une si mauvaise idée.

Zaid Zoheir

BREVES DE JIJEL

A quand la réhabilitation des routes ?

Le réseau routier des grandes agglomérations de la wilaya de Jijel se trouve depuis des mois dans un état de dégradation avancé. Tous les axes routiers des centres urbains ont subi d'importants dégâts et l'asphalte a été abîmé à bien des endroits de la chaussée. Les pluies abondantes qui s'abattent à chaque fois sur la région ont été de tous temps citées comme étant la principale cause. Au-delà des justifications technico-administratives des responsables locaux, la situation est d'autant plus handicapante et gênante qu'elle entrave la circulation des véhicules. Les crevasses et autres nids-de-poule qui "jonchent" les principaux axes routiers génèrent de sérieux désagréments aux transporteurs de voyageurs qui crient à la démission et l'indifférence des responsables. Les travaux de réhabilitation et de revêtement à la hâte de certains tronçons ont montré leurs limites. En plus de l'aspect financier qui, certes, fait parfois défaut, il y a lieu de souligner, ici, la qualité médiocre des travaux et l'absence entreprises locales spécialisées ; deux paramètres qui peuvent expliquer en partie l'état de nos routes.

F. M.

L'APC au rendez-vous

Un bon point à mettre, pour une fois, à l'actif des services de nettoyage de l'APC de Jijel. Les habitants des quartiers de la ville de Jijel ont été agréablement surpris vendredi matin de la levée, par les services de nettoyage, de tous les déchets de l'abattage, après le sacrifice du mouton. Les cités dans lesquelles nous nous sommes rendus au deuxième jour de l'Aïd ont été débarrassées pour la plupart de toute trace de déchets ménagers et autres restes de l'abattage. Tous les moyens ont été mobilisés vraisemblablement par les services de l'APC pour l'éradication de l'ensemble des décharges sauvages qui en pareille circonstance, par le passé débordaient sur la chaussée, défigurant ainsi les cités. Cette célérité dans la prise en charge de l'hygiène et de la salubrité a été bien accueillie par la population.

F. M.

Un Aïd à Annaba

En ce jeudi, jour de l'Aïd El-Adha, dès la fin de la prière et après s'être souhaité bonne fête, les quartiers populaires à Annaba se sont transformés en abattoirs à ciel ouvert.

Profitant d'une petite éclaircie et malgré un froid glacial, les couteaux sont entrés en action.

Les moutons terrassés et égorgés à même le sol sont ensuite accrochés aux murs ou aux arbres pour être dépiautés et éventrés.

Les têtes et les pattes sont très vite emportés par les enfants pour être grillées sur un feu ardent et les viscères sont entassés dans des seaux

pour être nettoyées et en faire plus tard un plat très prisé (*el-ousbana*). Bien sûr, pas de vétérinaires ni de services de santé pour contrôler les bêtes destinées à l'abattage et chacun y va de sa manière pour donner son avis sur telle ou telle partie de l'animal.

Avec l'accomplissement de ce rite qui a vu des milliers d'ovins égorgés, c'est un véritable dépotoir qui s'offre à la vue : des mares de sang, des excréments d'animaux en petits tas, et des cornes parpillées dans tous les coins ou encore des touffes de foin emportées par le vent. Ajoutez à cela les chiens et chats

qui se disputent cette pittance en se poursuivant les uns les autres et dévorant à belles dents des bouts de viande.

En ville, tous les magasins sont fermés, c'est le désert : pas de pain, pas de lait et presque tous les services sont à l'arrêt.

La pluie qui avait commencé à tomber a quelque peu nettoyé ces endroits mais le plus gros reste à faire donnant ainsi beaucoup plus de travail aux services de l'APC.

En somme, l'Aïd à Annaba n'a pas dérogé aux coutumes bien ancrées chez les Algériens.

M. Rahmani

OUM EL BOUAGHI

Plus de 70% des demandes de pré-emploi non satisfaites

La wilaya d'Oum El Bouaghi a bénéficié durant l'année 2004 de quelque 1390 postes de pré-emploi, mais ce nombre, qui paraît relativement élevé, mis à la disposition des universitaires chômeurs, ne satisfait que 21 % des demandes. Il est vrai, entre autres, que l'accumulation, depuis bon nombre d'années, des demandes d'emploi d'universitaires et de techniciens supérieurs a influé négativement sur l'équilibre de cette

catégorie de chômeurs et a fait en sorte que le contexte est difficilement gérable. Cet état de fait nécessite, selon les paramètres en place, une augmentation du quota pour la région. Le nombre d'universitaires à la recherche d'un emploi, même temporaire, et qui se sont inscrits auprès des agences locales de la wilaya d'Oum El Bouaghi s'élève à 6 431 dont presque 65 % sont des filles. Concernant les 1 390 postes

attribués à travers la wilaya, il est utile de souligner que plus de 90 % ont été accordés aux divers services administratifs, et ce, tous secteurs confondus. Concernant la paie, les recrutés dans le cadre du pré-emploi seront inévitablement totalement régularisés pour les derniers mois en attendant l'arrivée du budget spécifique aux 510 postes relevant du quota acquis à titre supplémentaire.

Nasreddine Bakha